



Front de luttes - décembre 2012

FORGEONS L'OPPOSITION ANTICAPITALISTE !

Après huit mois de gouvernement PS, le peuple-travailleur peut déjà constater que l'alternance avec l'UMP ne débouche que sur une nouvelle expérience social-démocrate (ou plus exactement social-libérale) de gestion des intérêts de la bourgeoisie, au détriment de ceux de la majorité de la population.

Qu'il s'agisse de la multiplication de cadeaux au Capital, de la ratification du Traité budgétaire européen, de la continuation de la politique d'austérité pour les travailleurs, des ingérences et préparatifs de guerre en Syrie et au Mali..., la politique mise en œuvre par Hollande et son gouvernement vise à développer les profits des monopoles français dans la phase actuelle de crise du système capitaliste, en faisant payer les travailleurs.

Pour sa part, l'URCF appelle à continuer le combat contre l'UE, notamment en soutenant l'appel à un référendum contre le TSCG, mais surtout en aidant les travailleurs à affronter les monopoles, français ou étrangers, et le gouvernement qui les sert. C'est en effet par les luttes convergentes des travailleurs contre les licenciements, les fermetures d'usines, le démantèlement de ce qui reste des services publics, qu'il est possible d'imposer des reculs au Capital et au pouvoir.

Une opposition anticapitaliste est nécessaire pour sortir de l'impasse du réformisme qui, de la liquidation du syndicalisme de lutte de classe à la destruction du parti communiste en tant que parti révolutionnaire, a lié les mains de la classe ouvrière et a accompagné toutes les politiques de régression de la bourgeoisie sans même obtenir une seule victoire importante autre que celles que les travailleurs ont su imposer contre lui, comme le NON au Traité constitutionnel en 2005.

Cette opposition, si elle veut être porteuse d'un anticapitalisme qui ne soit pas que verbal et qui dépasse les habituels slogans sur « le partage des richesses », nécessite que les communistes y soient nombreux et puissants, que les travailleurs y imposent leurs revendications, que les forces démocratiques et de paix puissent y combattre la dictature de la classe possédante, les menaces de guerre, et qu'elles oeuvrent à la rupture avec la 5ème République. Pour gagner sur les questions sociales fondamentales (emplois, salaires), il faut que les syndicalistes de base accordent la primauté aux luttes et grèves sur la prétendue concertation entre partenaires sociaux, qu'il ne faut pas confondre avec la négociation après création au préalable d'un rapport de forces favorable aux travailleurs.

L'URCF travaille, pour ce faire, à accélérer la construction du Parti en lien avec les luttes et la solidarité internationale des peuples.

Il faut en finir avec les illusions sur la gauche réformiste et sociale-démocrate, et faire grandir la conscience que **ce gouvernement au service du Capital est un gouvernement ennemi des travailleurs**, montrer aux travailleurs démobilisés dans l'attente des prochaines échéances électorales que tous les grands changements et conquêtes l'ont été dans les luttes de classes extra-parlementaires.

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1650 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. À chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont encore doublé en 2010 et explosés en 2011, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1650 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.

Atral (groupe Hager)

Le 15 décembre, un accord pour la reprise du travail a été trouvé entre le fabricant de systèmes d'alarmes Atral (groupe Hager) et la quarantaine de salariés du site de Crolles (Isère) qui étaient en grève depuis 17 jours pour obtenir une augmentation de salaire de 80 euros par mois.

La CGT, qui reste insatisfaite, dénonce la méthode employée pour mettre fin à la grève. "Vingt-quatre grévistes ont été assignés en justice. Devant la démarche, beaucoup ont pris peur, ont craqué et ont décidé de reprendre le travail", a expliqué un délégué CGT. "Le groupe n'a pas entendu nos revendications. Ces 17 jours de grève ont été le fruit d'une politique salariale inexistante depuis des années", a ajouté le syndicaliste.

Avant cet accord, les grévistes avaient voté la poursuite de la grève pour le week-end et la journée de lundi.

Dans un communiqué diffusé samedi, Hager Group a indiqué que "les dernières mesures proposées par la direction dans le cadre des négociations salariales seront appliquées unilatéralement pour le collège ouvrier".

Le groupe avait annoncé avoir conclu un accord avec le seul syndicat CFE-CGC, prévoyant "une augmentation de l'enveloppe salariale de 3% en 2013 pour les ouvriers", à laquelle s'ajoute "une revalorisation de la prime de vacances". Mais cette « hausse » de 3% "ne correspond pas à la réalité, car elle inclut les augmentations individuelles et l'ancienneté.

Les grévistes, qui bloquaient les entrées et sorties de matériel de l'usine, revendiquaient une augmentation de salaire de 80 euros par mois ainsi qu'une prime exceptionnelle de 400 euros, afin de profiter des "bons résultats" de leur entreprise spécialisée dans la fabrication d'automatismes de portail, de détecteurs de fumée et d'alarmes de maison.

Luttes pour l'emploi

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'État bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- ***Plan national de luttes contre le chômage.***
- ***Interdiction des licenciements.***
- ***Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.***
- ***Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.***
- ***Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Énergie, transport, agro-alimentaire, Éducation,-Recherche-Culture-Communication-Poste).***

Sur notre site internet urcf.fr vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnités.

Alcatel-Lucent (électronique)

Plusieurs centaines de salariés d'Alcatel-Lucent se sont rassemblés jeudi 06 décembre devant le siège de l'équipementier de Télécoms, à Paris, pour manifester contre le plan de restructuration du groupe qui prévoit près de 1.400 suppressions de postes en France.

Ils étaient "plus d'un millier", selon les syndicats, à répondre à l'appel d'une intersyndicale CFDT, CFE-CGC et CGT pour "dire NON aux licenciements et à la fermeture de Velizy" dans les Yvelines, le plus important site en France avec 2.400 salariés.

Venus à bord de plus d'une vingtaine de cars des différents sites du groupe, les salariés se sont devant le siège, au pied de la tour Eiffel, où se déroulait un comité européen.

"Ben (le directeur général du groupe, Ben Verwaayen) est un gros menteur, on va garder les barreaux, pas les rameurs", disait une affiche collée sur l'entrée du bâtiment.

"Ce plan nous entraîne vers le fond. Ils cassent l'outil en supprimant des emplois compétents", a le porte-parole CFDT de l'intersyndicale, rappelant que la recherche et le développement (R&D) étaient "sérieusement touchés" avec la suppression de 365 emplois.

Le syndicaliste a précisé que le nombre annoncé mi-octobre de 1.430 suppressions de postes en France avait été revu à la baisse, à 1.353 : 934 chez Alcatel-Lucent France (ALF), 104 chez Alcatel-Lucent International (ALUI) et 315 postes dans les filiales.

M. Verwaayen a annoncé l'été dernier à ses 76.000 employés son intention de supprimer 5.000 postes dans le monde pour retrouver la « confiance des marchés », ce qu'il faut traduire par « augmenter les profits ». La France, qui compte 9.000 salariés, a été particulièrement touchée.

Le plan se traduit aussi par 530 suppressions de postes en Allemagne, 290 en Belgique et 180 en Espagne,.

Le 13 décembre, environ 450 travailleurs du site Alcatel-Lucent à Lannion (Côtes d'Armor), ont manifesté contre le plan de restructuration du groupe, à l'occasion d'un comité central d'entreprise qui examinait le plan de sauvegarde pour l'emploi.

Les manifestants ont défilé dans la zone industrielle aux cris de « Non à la casse de l'outil industriel ! ».

Par ailleurs, entre 250 et 300 salariés du site d'Orvault, près de Nantes, ont également débrayé jusqu'à 16H00. Les salariés se sont rassemblés devant l'entreprise, avec des banderoles « SOS bientôt dehors ».

Dans l'immédiat, pour sauver l'emploi par les luttes, emparons-nous du mot d'ordre de nationalisation sans indemnité et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emplois !

PSA

Des salariés de PSA ont pénétré mercredi 12 janvier au sein du pôle tertiaire du constructeur à Poissy (Yvelines), renversant "pots de fleurs et tableaux d'affichage" pour manifester leur colère, après l'annonce la veille de 1.500 suppressions de postes supplémentaires d'ici mi-2014.

"Plusieurs dizaines de salariés, surtout d'Aulnay, sont entrés dans le pôle de Poissy, quelques pots de fleurs et tableaux d'affichage ont été renversés, voilà, c'est un mouvement de colère des salariés", a rapporté un responsable de la CGT du site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). *"Les négociations sont au point zéro. Le dialogue social chez PSA, c'est de nous envoyer à Pôle emploi sans rien"*, a-t-il dit. *"La réelle casse, c'est celle de l'emploi: après 8.000 suppressions de postes, la direction en rajoute 1.500"*, a ajouté un délégué CGT.

De "300 à 400 personnes" travaillant pour PSA Aulnay se sont rendues devant le site de Poissy, en milieu de journée, et y ont fait brûler des pneus, selon des délégués CGT, syndicat qui appelait à la mobilisation.

"La direction et les cinq autres organisations syndicales dénoncent ces agissements qui sont le fait d'une minorité non représentative de l'ensemble des salariés", a réagi un porte-parole de PSA, précisant que la direction avait porté plainte contre X !

Une réunion de « négociation sur le plan social », prévue à 13H00 sur le site de Poissy, a été suspendue et reportée au 20 décembre, *"le dialogue social ne pouvant se tenir sous la contrainte"*, explique la direction !

Les syndicats jaunes y allant de leur rengaine et soutien à la direction patronale : *"Dans ces conditions, la CFTC ne participera pas à la négociation"*, avait averti la CFTC, en début d'après-midi. Force ouvrière a dénoncé *"des méthodes d'un autre siècle"*, avec des négociateurs empêchés d'entrer dans le bâtiment.

Le SIA, syndicat majoritaire à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) a dénoncé les dégradations, estimant dans un communiqué que *"l'action regrettable de quelques individus a causé un tort à l'ensemble des salariés du groupe visés par le PSE"*, le plan de sauvegarde de l'emploi.

Mardi encore, comme ils le font régulièrement, les syndicats CFE-CGC/CFTC/FO et GSEA ont *"condamné avec la plus grande fermeté la violence physique, morale, ainsi que les dégradations, les intimidations"*.

L'heure n'est plus à l'attentisme. Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sont à même de décider, sans certains bureaucrates syndicaux, de toutes les formes de luttes qui ont fait leur preuve dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Au cours de la lutte, deux intérêts antagonistes vont s'affronter : ceux de la classe bourgeoise et de ses relais (politiciens, réformistes syndicaux, médias...), et ceux du prolétariat et de la population travailleuse. Les premiers vont tenter de faire accepter la fermeture sous prétexte de réalisme économique, d'impossibilité de faire autrement. Ils vont pousser les travailleurs à négocier des primes de départ et de reclassement, et diriger leurs attaques contre la délégation syndicale qui s'oppose à la fermeture. En face, c'est un front de tous les travailleurs qui doit se constituer : ceux de l'ensemble de PSA, quels que soit leur statut ou leur affiliation syndicale, mais aussi ceux des autres entreprises confrontés aux fermetures, délocalisations, aux bas salaires, à l'exploitation par la classe capitaliste. Chaque emploi supprimé est un emploi perdu pour notre classe. Les emplois de PSA, d'Arcelor ou d'ailleurs sont nos emplois à tous ! Ils doivent aussi chercher le soutien parmi la population, les jeunes, les privés d'emploi, les commerçants qui subiraient les conséquences de la fermeture.

Nous n'avons pas besoin des capitalistes et de leur commis. Pas une suppression d'emploi, pas un licenciement ! Mot d'ordre immédiat de nationalisation sans indemnité et sous contrôle ouvrier du groupe PSA !

France Télévisions

Les salariés du groupe se sont mis en grève pour la 2^{ème} fois depuis octobre. Le mouvement de grève de 24h, mardi 18 décembre à France Télévisions, a été suivi par 50% des journalistes et était supérieur chez les autres salariés. Le 2 octobre, le taux de grévistes avait atteint 30%.

Selon les informations collectées par les syndicats, il ne devait pas y avoir de JT sur France 3 Amiens, Reims, Clermont-Ferrand, Nice, Brest, Le Havre, Rouen et Lyon. L'édition nationale de France 3 se limitait à un JT en images à midi, après un "best of" du magazine "Midi en France", au lieu du direct traditionnel. Le tournage d'un film a été arrêté à Marseille. Sur France 2, à la place du magazine "C'est au programme" présenté le matin en direct par Sophie Davant, la chaîne a proposé une rediffusion.

Autre source majeure de revendications, le plan de départs volontaires à venir qui va toucher jusqu'à 1.000 salariés, soit 10% des effectifs.

Les incertitudes autour de la stratégie de la chaîne régionale France 3 pèsent aussi, alors que des plans d'économies prévoient des suppressions temporaires ou définitives d'éditions locales d'information.

Près de 200 salariés de France Télévisions, dont certains venus des bureaux régionaux, s'étaient rassemblés mardi devant le siège de France Télévisions, à Paris (XVe) pour faire entendre leur voix.

Cette grève intervient en pleine négociation entre le ministère de la Communication et la direction de France télévisions autour du contrat d'objectifs et de moyens (COM), alors que le groupe de 10.000 salariés sera confronté en 2013 à une baisse de son budget de 85 millions par rapport à 2012, à 2,45 milliards d'euros.

ArcelorMittal

Le 6 décembre 2012, les syndicats CGT, FO et CFDT de l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique) ont appelé à la grève contre le transfert d'activités et de personnel vers Florange (Moselle) qui devait être décidé au prochain CCE à Paris. Actuellement, l'usine emploie 546 personnes en CDI et 150 sous-traitants.

À l'usine de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), les travailleurs se sont également mis en grève en bloquant l'entrée des camions, en solidarité avec leurs collègues de Florange et en réaction à l'absence de revalorisation salariale dans le cadre de la NAO. Une partie des équipes de l'unité produits finis s'est également mise en grève, empêchant les bobines d'acier de sortir. La grève à l'appel de la CGT se poursuivait le lendemain et l'activité était fortement perturbée, notamment au finissage, à l'enfournement et à l'évacuation du laminoir, à la maintenance et aux magasins maritimes. *"Cette nuit, la grève a touché la coulée continue, on a dû jeter 400 tonnes d'acier liquide dans une fosse"*, a expliqué un délégué.

Le 13 décembre, ArcelorMittal a exposé ses plans lors du CCE. La CGT et FO ont quitté la réunion en qualifiant d'inacceptable ces plans et l'accord signé avec le gouvernement. Bien entendu, la CFDT, par la voix du délégué central, annonce déjà qu'elle *"prendra ses responsabilités"* pour faire accepter aux travailleurs la liquidation de la filière du moment qu'il y a des *"compensations en termes d'emploi"*. Il n'est pas certain que la délégation de Florange l'entende de cette oreille. Pour leur site, 180 millions sont annoncés d'ici 2017. Pour Basse-Indre, Mittal promet un investissement de 15 millions en cinq ans et explique qu'il n'y aura pas de suppression de postes. Paroles de capitalistes, assorties de l'annonce de 629 postes supprimés à Florange sur la filière liquide. La CGT appelle les salariés partout sur les sites en France à la mobilisation dans l'unité syndicale contre la casse de l'outil industriel. Le délégué de FO, Norbert Cima, qualifie l'accord du 30 novembre de *"tissu de mensonges"*.

Le 13, la grève à Basse-Indre a été suspendue pendant six semaines au cours desquelles un expert indépendant va examiner le projet de transfert d'activités vers Florange. FO annonce que les travailleurs maintiendront la pression pendant ce délai.

Mais quelle que soit la conclusion de l'expert, il ne faut pas perdre de vue que seule la mobilisation des travailleurs peut faire reculer les patrons et l'Etat. La situation à PSA, où le syndicat, au lieu de lancer la lutte pour la nationalisation du groupe parce que ce mot d'ordre n'est pas acceptable pour LO, s'épuise dans les négociations et le recours à des experts qui finissent de toute façon par démontrer qu'il n'y a pas d'alternative au plan de la direction, est l'exemple typique de l'impasse du réformisme.

La solution ne consiste pas à proposer des contre-expertises et des plans de reconversion pour prouver aux capitalistes que leurs usines sont viables. C'est pour maintenir ses profits que Mittal ferme l'usine de Liège, ce qui entraîne un redémarrage temporaire à Dunkerque, jusqu'à un nouveau plan de réduction des effectifs et des sites, inévitable dans le contexte de la crise du capitalisme.

L'affaire du projet ULCOS, censé permettre la survie de Florange sur la base d'une production "écologique", ne peut intéresser Mittal que parce que cela lui permettrait d'empocher l'aide européenne de 600 millions d'euros, sans garantie du maintien de l'emploi, incompatible avec la recherche du profit maximum qui est le but de la production capitaliste. La seule lutte qui puisse être efficace est celle qui s'oppose à la propriété privée des moyens de production et vise à préserver et développer l'industrie en France et la production pour satisfaire les besoins.

Elle doit se mener sous le mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier, non d'une ou deux usines menacées de fermeture, mais du groupe entier.

Luttes pour les conditions de travail

Intermarché (Tarn-et-Garonne)

Le 3 décembre, les salariés de la base logistique Intermarché à Bressols (Tarn-et-Garonne), ont fait grève contre le licenciement pour faute grave d'un de leurs collègues chauffeurs (30 ans d'ancienneté) qui avait mangé des biscuits destinés au rebut. Les camions étaient bloqués sur tout le site.

Sous le capitalisme, il est permis d'affamer les travailleurs et de jeter la production excédentaire qui n'a pas trouvé preneur. Il est aussi permis de voler aux travailleurs la plus grande partie de la valeur qu'ils créent par leur travail. Par contre, il existe un arsenal de lois et de règlements auxquels les travailleurs sont obligés de se soumettre s'ils veulent travailler et manger, pour réprimer l'atteinte à la propriété privée.

Le syndicat a argué de la disproportion de la sanction et a pu obtenir une indemnité de licenciement. Le travailleur sanctionné a dû signer une transaction.

Au lieu de rester sur le terrain juridique et de reconnaître la légitimité du pouvoir disciplinaire de "l'employeur" qui, selon un délégué, "n'a pas voulu revenir en arrière", le syndicat aurait dû étendre la lutte à tous les sites, d'autant plus que des restructurations sont annoncées et vont entraîner des suppressions de postes, jusqu'à l'annulation du licenciement. Là aussi, la conscience révolutionnaire est en retard. Pour qu'elle se développe, il faut dans chaque entreprise une cellule communiste.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs... : Goodyear Amiens Nord, France Inter, Cheminots TER Midi-Pyrénées, Sans-papiers de Lille en grève de la faim, Freescale, Pilpa, Sanofi, raffineries, PSA, Arcelor ...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un front d'alternative populaire anticapitaliste !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

10 janvier 2013

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF.